



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES  
ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET  
INSTALLATIONS CLASSÉES

76/jjpr/lj

**Arrêté du 2 mars 2026**

**portant prescriptions complémentaires  
à la société TRONOX pour la réalisation d'une nouvelle étude de dangers  
en référence au titre VIII du Livre I et au titre Ier du Livre V du Code de l'environnement**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement, livre V, titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et livre I, titre VIII relatif aux procédures administratives, et notamment l'article R.181-45,

VU les actes administratifs réglementant les installations de la société TRONOX France à Thann,

VU l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement, en particulier son article 7 et ses annexes II et III,

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation,

VU la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en

application de la loi du 30 juillet 2003,

VU les rapports de l'inspection des installations classées à la suite des visites des 19 novembre 2025 et 03 février 2026,

VU la dernière version de l'étude de dangers de la société TRONOX (version 2021- 5) datée du 30 juin 2025,

VU la transmission par courriel en date du 26 février 2026 du projet d'arrêté pour que l'exploitant émette ses observations,

VU le courriel de l'exploitant du 25 février 2026 confirmant qu'il n'a pas d'observation à formuler,

Considérant que dans le cadre de l'examen de l'étude de dangers (EDD) susmentionnée, l'inspection des installations classées a constaté un manque d'éléments justifiant l'analyse des phénomènes dangereux présentés, en particulier sur les points suivants :

- des plans détaillant les différents ateliers et positionnant les MMR (Mesure de Maîtrise des Risques) mises en place,
- la description et le rôle du système de confinement (extraction d'air) et de la colonne de traitement des vapeurs (tour de lavage) en lien avec le phénomène dangereux TuyTICLCh,
- la description des dispositifs de sécurité et en particulier de la barrière décrite dans le chapitre "7.5.11 MAINTTUYTICL" (page 191 de l'EDD),
- la justification des hypothèses retenues dans le chapitre "7.5.11 MAINTTUYTICL" (interstice du toit, hauteur de rejet, ouvertures du bâtiment,...),
- la justification des seuils SEI, SEL et SELS atteints lors du scénario de fuite présenté dans le chapitre "7.5.11 MAINTTUYTICL",
- la réalisation de nœuds papillons prenant notamment en compte les documents de l'INERIS OMEGA 9, 10 et 20 afin de faire figurer les situations où les MMR fonctionnent ou pas,
- la description de la nouvelle MMR mise en place en 2025 concernant le phénomène dangereux TUYSO3,
- la justification du niveau de confiance des MMR (exemple : les 2 MMR du phénomène dangereux TUYSO3),
- la mise à jour de la conclusion concernant le phénomène dangereux TUYSO3 (§ 7.4.7.5 CONCLUSION de l'EDD),
- des éléments quantitatifs justifiant l'analyse préliminaire des risques du phénomène dangereux TUYGAZFRS\_PhD2 (page 132 de l'EDD),
- la nécessité de clarifier et de détailler les deux MMR mises en place dans le cadre du phénomène dangereux TUYGAZFRS\_PhD2,
- la justification des hypothèses présentées en page 136 de l'EDD sur la fuite dite « moyenne »,
- la conclusion sur la compatibilité du phénomène dangereux TUYGAZFRS\_PhD2 (§ 7.2.5.5.5) avec le PPRT existant,

Considérant néanmoins qu'à ce jour aucun élément ne semble *a priori* remettre en cause la compatibilité du site avec son environnement,

Considérant que la société TRONOX a mis en place au cours des dernières années plusieurs MMR (Mesure de Réduction des Risques) visant à réduire les probabilités de réalisation d'un accident majeur sur son site,

Considérant que la société TRONOX a initié des démarches pour revoir l'ensemble de son étude de dangers,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : la société TRONOX France, dont le siège social est situé 95, Rue du Général de Gaulle à Thann (68800), est tenue de respecter les prescriptions édictées aux articles 2 et suivants du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations implantées à la même adresse.

**Article 2** : la société TRONOX réalisera avant la fin de l'année 2026 une nouvelle étude de dangers, prenant a minima en compte les éléments susmentionnés détaillés dans les rapports de l'inspection des installations classées à la suite des visites des 19 novembre 2025 et 3 février 2026.

**Article 4** : une copie du présent arrêté est transmise au maire de Thann pour y être consultée. Cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

Le présent arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation, par l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

**Article 5** : les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

**Article 6** : les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 7** : le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Strasbourg :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

**Article 11:** le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de Thann et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est, chargé de l'inspection des installations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 2 mars 2026

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation  
le secrétaire général

**SIGNÉ**

Augustin CELLARD